

A peu près tous les hommes à l'intelligence brillante et cultivée ont défendu la cause du grec et du latin contre leurs détracteurs.

Une longue expérience a permis à un professeur distingué de constater a) que les élèves de l'enseignement moderne, ne connaissant pas la valeur étymologique des mots, les emploient souvent à contresens ; b) qu'ils manquent de ce goût esthétique qu'excellent à donner les lettres grecques et latines ; c) qu'ils ne savent guère non plus composer avec une méthode claire et sûre, et qu'ils passent aisément de la platitude à l'emphase.

Il n'est pas surprenant de voir des lettrés défendre l'enseignement gréco-latin. Mais ce qui étonne, c'est d'entendre des hommes de science, des hommes pratiques, commerçants, industriels, agriculteurs, demander avec instances de maintenir et de favoriser ce genre d'études.

Des professeurs dont le nom et l'autorité s'imposent à tous, ont affirmé qu'une longue expérience leur avait permis de constater que, dans les études scientifiques, les jeunes gens qui avaient reçu un solide enseignement gréco-latin, se montraient toujours bien supérieurs à ceux de leurs condisciples qui en avaient été privés.

La commission d'enquête a fait appel aux chambres de commerce, et leur a demandé leur avis sur la question du latin. Les hommes de la plus haute compétence sont venus affirmer qu'on reconnaît partout, même dans les postes les plus élevés des carrières agricoles, industrielles et commerciales, ceux qui ont reçu une éducation gréco-latine et qu'ils y réussissent mieux que les autres.

La chambre de commerce de Lyon constate que la plupart des chefs des grandes maisons dont elle est l'organe ont reçu l'enseignement classique. " Nous ne croyons pas, écrit son président, que ce genre d'études ait été inutile pour la formation de leur esprit et pour le développement des qualités nécessaires dans la direction d'un nombreux personnel et la conduite des grandes affaires."

" La plupart des professeurs que nous avons entendus, dit le Président de la Commission, demande la suppression de l'enseignement moderne ; la plupart des Chambres de commerce et un grand nombre de Conseils généraux en prendraient aisément leur parti."

" Il est peu d'exemples, dit M. Verneuil, d'une réforme qui, à peine entrée dans la période d'application, ait trouvé moyen de